



## *Actualité de la paix et des grandes puissances*

### *Prise de position*

#### *Introduction*

Une ou deux décennies après les mutations qui ont bouleversé l'Union soviétique et qui ont mis fin à la Guerre froide, nous nous retrouvons face à un système international en redéfinition. Les relations russo-américaines restent importantes de nos jours mais ne dominent plus désormais le paysage stratégique. A la place, plusieurs relations, tantôt plus critiques, tantôt plus solides, se sont tissées et déterminent le système actuel des grandes puissances. Aujourd'hui, nous ne pouvons pourtant pas encore prétendre qu'un ordre international stable à supposer qu'il puisse exister, est apparu pour remplacer celui de la Guerre froide. Cependant, il est devenu possible ces dernières années de détecter certaines tendances qui définissent la structure internationale en formation.

Tout le monde se pose des questions : les Etats-Unis d'Amérique ou la Russie ont-ils encore le moyen d'être une grande puissance après les échecs répétés du Vietnam jusqu'à l'Irak en passant par la Tchétchénie et l'Afghanistan, et ce, depuis plus d'un quart de siècle? L'Union européenne avec ses 25 pays membres serait-elle déjà une puissance mondiale? Et la Chine, n'émerge-t-elle pas devant nos yeux comme une grande puissance? Quid de l'Inde, du Japon ou du Brésil? Disposer d'armes nucléaires est-il un critère suffisant pour être considérée comme grande puissance? Les multinationales ou les grandes religions ne seraient-elles pas également des grandes puissances à leur façon?

Le système des grandes puissances du XXe siècle dominé par l'Union soviétique et les EUA subit, selon nous, des mutations remarquables aujourd'hui et indiquerait une toute nouvelle configuration pour demain.

De plus, les menaces, les risques ou les défis géopolitiques d'aujourd'hui semblent bien changer de figure. Dans le monde, les sept "risques" identifiés par l'ONU seraient en ordre d'importance décroissant les suivants:

- trois de nature socio-économiques: pauvreté; maladies et épidémies; détérioration environnementale;
- deux de caractère militaire: conflits inter-étatiques et prolifération d'armes ABCN;
- enfin, deux autres très proches l'un de l'autre: le terrorisme et la criminalité.

Face à cette situation, la Commission Géopolitique de Pax Christi Wallonie-Bruxelles s'est donnée la tâche de permettre au mouvement de pouvoir resituer l'UE dont la Belgique dans le « nouveau système des grandes puissances » afin d'élaborer ses objectifs et ses plans d'actions futures : il s'agit des objectifs de désarmement, de réconciliation et de paix dans le monde à partir de Bruxelles et de Wallonie en tant que réalités concrètes du mouvement. Le but est donc d'analyser les tendances perçues et de mieux cerner les orientations prises par les grandes puissances. C'est dans cette perspective que la Commission a organisé un cycle de trois tables rondes auxquelles ont été invités des experts du milieu diplomatique, scientifique et politique.

Nos recherches richement alimentées par les exposés et débats de ces Tables rondes nous ont permis de produire une étude intéressante sur le sujet « Actualité de la paix et des grandes puissances. Comment se dessine le système des grandes puissances aujourd'hui ? »<sup>1</sup>

Et aujourd'hui, il nous appartient en tant que mouvement de paix de prendre position face à l'évolution actuelle de l'ordre ou désordre mondial.

---

<sup>1</sup> Disponible dans nos associations au prix de 5 Eur (02/738 08 04)

## *Notre prise de position*

1. Sur le plan mondial, il convient de favoriser par tous les moyens, à la fois **la diplomatie préventive** au détriment de l'usage prématuré des armes et **la « montée du droit international »** pour permettre la résolution pacifique des différends internationaux. Dans ce but, il appartient à l'ONU de se renforcer comme moyen de **s'opposer à la violence internationale** en tant que haut lieu éminent de légitimité, ce qui la situera face aux pays qui ont recours à la menace de guerre ou à l'agression armée ou encore face à certaines multinationales. Dans ce contexte, nous nous opposons fermement à la proposition déposée sur la table de négociation de l'OTAN de pouvoir utiliser l'arme nucléaire dès le premier recours aux armes.
2. La guerre comme la paix restent des enjeux publics. Nous sommes donc conscients qu'un double et nouveau risque apparaît actuellement, à savoir **la privatisation des fonctions de sécurité et de défense**, tant par les interventions de mercenaires que par l'affaiblissement des Etats. Nous sommes inquiets d'observer tant la fragilité actuelle de la capacité de gouverner que celle de l'exercice du monopole de la contrainte publique, et ce, même au niveau de l'ONU. Il en résulte que la recherche de sécurité et sa mise en application acquièrent un caractère international et privé. La privatisation de la perception même d'un conflit, devient ainsi « sécuritaire », ce qui permet de la traduire en termes financiers. Le risque de surenchère, patent chez les belligérants, favorise évidemment les multinationales concernées. Il convient que **le droit public national et international l'emporte sur le droit privé international** et que le contrôle démocratique se renforce.
3. **La position de chacune des grandes puissances appelle une politique de sécurité et de défense spécifique.** Pour disposer d'une grande puissance effective, il faut impérativement : des moyens économiques importants – une diplomatie aguerrie et agissante - un arsenal militaire adéquat - et une doctrine quant à l'usage de la force. Il en résulte que l'Union Européenne doit opérer des choix quant à une PESD sans soumission à nos alliés nord-américains! L'UE doit également rester attentive à l'Est, à l'Ouest et au Sud méditerranéen et développer un **système de sécurité qui serait basé sur l'échange de confiance** (méthode de coopération renforcée) au sein de l'Union et en dehors.

4. Nous poursuivons des efforts de formation et d'information pour que l'action citoyenne obtienne que l'Union Européenne se donne des **moyens géostratégiques équilibrés pour exercer « la puissance tranquille » de solidarité, de paix, d'autonomie et de démocratie**, en vue d'une promotion effective de paix, de défense des intérêts européens communs en ne portant pas atteinte aux intérêts des pays plus faibles ou plus pauvres.
  
5. Nous exigeons un **contrôle parlementaire démocratique accru de l'usage de la puissance** au sein de l'Union Européenne, et notamment de la force militaire, de la coopération au développement et des options majeures de politique commerciale. Nous entendons soutenir le développement et la mise en œuvre commune des mesures contribuant à la sécurité en distinguant clairement sécurité militaire et lutte contre le terrorisme : politique internationale visant des relations de confiance, mesures de renseignement et de surveillance compatibles avec le respect des droits humains, des libertés, du droit à la vie privée...  

Nous dénonçons la complicité et l'abus de pouvoir de nos gouvernements qui tolèrent les agissements de diverses autorités américaines sur les territoires et les espaces aériens européens. Nous souhaitons que les gouvernements en question exercent à nouveau leurs droits de souveraineté et les délèguent aux instances de l'Union Européenne.
  
6. Nous revendiquons, voire exigeons **la transparence et l'information correcte**, ainsi que **le contrôle démocratique et judiciaire accru des multinationales**. Il importe d'être vigilants à l'égard des multinationales dangereuses ou en mutation clandestine afin d'échapper à la justice internationale. Sur le plan national, il convient de saisir les tribunaux des exactions des sociétés multinationales. A cet égard, la personnalité juridique reconnue à l'Union Européenne apparaît importante afin de lui permettre d'ester en justice face aux entreprises multinationales contrevenant aux lois et aux règlements.
  
7. Il convient d'encourager l'Union Européenne afin qu'elle assume **la nécessité de poser des choix géostratégiques en vue d'un meilleur équilibre des rapports de force** dans lesquels elle se trouve impliquée. Tenir une distance aussi égale que possible entre Washington et Moscou nous paraît nécessaire. L'une comme l'autre représentent des grandes puissances se situant à proximité de l'Union Européenne et qui seront dès lors toujours tentées de vouloir la dominer, en « prédateurs pacifiques »... Il sera dès lors

nécessaire pour l'Union Européenne de développer **une alliance stratégique** avec des pays émergents dont la Chine qui monte en puissance. Il faudra également prendre quelque distance prudente avec nos alliés les Etats-Unis tout en s'approchant aussi prudemment de la Russie et ses anciens tributaires d'Asie centrale. Signalons pour terminer que d'ici quelques années, l'Europe à 28 ou à 30 devra rester prudente en ne provoquant pas inutilement les « grandes puissances ».

---



Editeur responsable : Katheline Toumpsin  
Pax Christi Wallonie-Bruxelles, Asbl  
Rue Maurice Liétart 31/1  
B-1150 Bruxelles – Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 04  
Fax +32 (0) 2 738 08 00  
E-mail : [info@paxchristiwb.be](mailto:info@paxchristiwb.be)

*Publié avec le soutien du Service de l'Education permanente de la Communauté française*